



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale de l'Emploi,
du Travail, des Solidarités et de la Protection
des Populations des Ardennes**

Service Santé, Protection Animales,
Abattoirs et Environnement

A R R Ê T É DDETSPP N° 2023 - 56

déterminant une zone de contrôle temporaire autour de cas d'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage et les mesures applicables dans cette zone

Le Préfet,

Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,

VU le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement Européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n°1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le règlement (UE) 2016/429 du Parlement Européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

VU le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

VU le règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 223-8 et R. 228-1 à R. 228-10 ;

VU le code de la justice administrative, notamment son article R. 421-1 et suivants ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

VU le décret du 3 novembre 2021 nommant M. Alain BUCQUET en qualité de préfet des Ardennes ;

VU l'arrêté du 5 juin 2000 relatif au registre d'élevage ;

VU l'arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d'origine animale destinés à la consommation humaine ;

VU l'arrêté du 16 mars 2016 modifié relatif aux niveaux du risque épizootique en raison de l'infection de l'avifaune par un virus de l'influenza aviaire hautement pathogène et aux dispositifs associés de surveillance et de prévention chez les volailles et autres oiseaux captifs ;

VU l'arrêté du 14 mars 2018 modifié relatif aux mesures de prévention de la propagation des maladies animales via le transport par véhicules routiers d'oiseaux vivants ;

VU l'arrêté du 20 décembre 2012 portant dérogation à la protection stricte des espèces ;

VU l'arrêté modifié du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

CONSIDÉRANT la détection du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans la faune sauvage du département, confirmée par les rapports d'analyses référencés D-23-00846 et D-23-00847 à la date du 1^{er} février 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre des mesures afin d'éviter l'introduction du virus de l'influenza aviaire hautement pathogène dans le compartiment domestique ;

CONSIDÉRANT qu'il est essentiel de détecter précocement la présence du virus au sein des élevages de volailles afin de prévenir sa propagation au sein du compartiment domestique ;

SUR PROPOSITION du directeur départemental en charge de la protection des populations,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Définition

Une zone de contrôle temporaire (ZCT) est définie conformément à l'analyse de risque menée par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations comprenant l'ensemble des communes listées en annexe 1 situé dans un rayon minimal de 20Km autour du cas.

La zone de contrôle temporaire est soumise aux dispositions décrites dans les articles ci-après.

Section 1 : Mesures dans les lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs dans la zone de contrôle temporaire

Article 2 : Recensement et visite des lieux de détention de volailles ou d'oiseaux captifs

Le recensement de tous les lieux de détention de volailles ou d'autres oiseaux captifs à finalité commerciale et non commerciale est réalisé de la façon suivante :

- Les responsables d'exploitation commerciale détenant des oiseaux doivent être déclarés auprès de la DDETSPP des Ardennes en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Cette déclaration se fait par internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse : <https://www.mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/exploitation-agricole/obtenir-un-droit-une-autorisation/article/declarer-la-propriete-de-poules-de-190>
- Les particuliers détenant des volailles doivent être déclarés auprès de leur mairie ou par internet au moyen de la téléprocédure accessible à l'adresse : https://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/demarches/particulier/effectuer-une-declaration-55/article/declarer-la-detention-de-volailles?id_rubrique=53&rubrique_all=1

Article 3 : Mesures de biosécurité

1° Dans les exploitations commerciales et non commerciales, les volailles et les oiseaux captifs détenus sont mis à l'abri et leur alimentation et leur abreuvement sont protégés, selon les modalités définies par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2021 susvisé.

2° Tous les détenteurs de volailles et oiseaux captifs renforcent les mesures de biosécurité, notamment avec la mise en place d'un système de désinfection des véhicules et des personnes en entrées et sorties de la zone professionnelle. Ces moyens sont sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné.

3° Les personnes intervenant en élevage mettent en œuvre des mesures de biosécurité renforcées auprès de leurs personnels. L'introduction des matériels et autres intrants en élevage doivent faire l'objet de protocoles spécifiques adaptés à chaque élevage.

4° Les transporteurs mettent en œuvre les mesures de biosécurité conformément à l'arrêté du 14 mars 2018 susvisé.

5° Les mouvements de personnes, de mammifères des espèces domestiques, de véhicules et d'équipement à destination ou en provenance des exploitations de volailles ou d'oiseaux captifs sont à limiter autant que possible. Les mouvements nécessaires font l'objet de précautions particulières en termes de biosécurité.

Article 4 : Mesures de surveillance en élevage

1° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou de dépassement des critères d'alerte, prévus à l'article 5 de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé, est signalée sans délai au vétérinaire sanitaire qui en réfère à la DDETSPP ;

2° Afin de détecter au mieux l'apparition de la maladie, une surveillance est mise en place au moyen d'autocontrôles dans les exploitations commerciales selon les modalités suivantes :

a. Autocontrôles réalisés dans les élevages de palmipèdes, à l'exception du gibier à plume :

Le détenteur met en place une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts et sur l'environnement ; en l'absence de cadavres, les prélèvements ne concernent que l'environnement.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
Environnement	Chiffonnette poussières sèche dans chaque bâtiment d'animaux vivants	Une fois par semaine	Gène M	Nouveaux prélèvements par écouvillonnage trachéal et cloacal sur 20 animaux

b. Autocontrôles réalisés dans les élevages de gibier à plume de la famille des anatidés :

Le détenteur met en place l'une ou l'autre des surveillances suivantes :

- une surveillance hebdomadaire sur les animaux morts, ou
- une surveillance bimensuelle sur les animaux vivants.

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
Tous les cadavres ramassés dans la limite de 5 cadavres	Ecouvillon cloacal	Une fois par semaine	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR
OU 30 animaux vivants	Ecouvillon cloacal et trachéal	Tous les 15 jours	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

Article 5 : Mesures concernant les mouvements d'animaux et de produits

5-1. Mouvements de volailles, y compris le gibier à plumes

Les mouvements de palmipèdes et de gibier à plumes, en provenance d'exploitations commerciales situées dans la zone de contrôle temporaire, sont conditionnés à la réalisation de contrôles selon les conditions suivantes :

a) Mouvements de palmipèdes :

Echantillonnage	Prélèvement	Fréquence	Analyse	Si analyse positive
20 animaux	Ecouvillonnage cloacal en y incluant le cas échéant les 5 derniers animaux trouvés morts au cours de la dernière semaine	48 h ouvrés avant mouvement	Gène M	RT-PCR H5/H7 => si positive sous-typage au LNR

b) Mouvements de gibier à plume de la famille des phasianidés et anatidés :

Le mouvement de gibier à plume est autorisé par le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, pour une période maximale d'un mois, sous réserve des conditions suivantes :

- un plan de biosécurité conforme et daté de moins d'un an
- un examen clinique favorable, réalisé par le vétérinaire sanitaire, est requis dans le mois qui précède tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des phasianidés et des anatidés ;
- un dépistage virologique des virus influenza aviaires favorable est requis dans les 15 jours précédant tout mouvement de gibiers à plumes de la famille des anatidés.

c) Mouvements et utilisation des appelants de gibier d'eau :

Le mouvement des appelants de gibier d'eau est autorisé par le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, sous réserve des conditions suivantes :

Détenteurs de catégorie 1 :

- Transport d'appelants « nomades » inférieur ou égal à 30 appelants par jour et par détenteur et respect des mesures de biosécurité ;
- Utilisation d'appelants « nomades » d'un seul détenteur ;
- Ne pas avoir de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».

Détenteurs des catégories 2 et 3 :

- Le transport est interdit ;

- Utilisation des appelants « résidents », qui sont déjà sur place et ne nécessitent pas de transport, Ne pas avoir de contacts directs entre appelants « résidents » et appelants « nomades ».

5-2. Rassemblement de volailles et autres oiseaux captifs

La vente de volailles démarrées est possible lorsque cette vente s'effectue sur les marchés sans contact direct ou indirect avec l'avifaune.

Les rassemblements de volailles sont interdits. Les rassemblements d'oiseaux captifs dont la liste figure à l'annexe II de l'arrêté du 16 mars 2016 susvisé restent possibles sur autorisation préalable du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations.

5-3. Mouvements d'œufs à couvrir

- Les sorties des œufs à couvrir à destination d'un couvoir situé sur le territoire national ou dans un autre État membre de l'Union Européenne peuvent être autorisées, sous réserve des conditions suivantes :
- désinfection des œufs et de leur emballage ;
- traçabilité des œufs et enregistrement régulier des données d'élevage notamment la viabilité et éclosabilité des œufs ;
- mise en place de mesures de biosécurité renforcée par le couvoir. Le dossier à soumettre au préalable au directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations d'implantation du couvoir ;

5-4. Mouvements de poussins destinés aux échanges intra Union Européenne

Les mouvements de poussins d'un jour issus de cheptels situés en zone de contrôle temporaire et destinés à l'élevage dans un autre État membre de l'Union européenne doivent respecter les conditions suivantes :

- sortie des œufs à couvrir conformes aux conditions définies au paragraphe précédent ;
- vérification, dans les 24 heures qui précèdent le départ aux échanges, que les données d'élevage permettent de s'assurer de l'absence de signe clinique évocateur ou cas suspect d'influenza aviaire.

5-5. Mouvements des œufs de consommation et des viandes de volailles

Les œufs de consommation peuvent quitter les exploitations pour autant qu'ils soient emballés dans un emballage jetable ou composé de matériaux nettoyables et désinfectables et que toutes les mesures de biosécurité requises soient appliquées. La traçabilité des œufs doit être assurée par l'opérateur de collecte et doit être tenue à disposition de la direction départementale de la protection des populations sur demande.

Les viandes issues des volailles détenues en zone de contrôle temporaire peuvent être mises sur le marché et cédées sans conditions particulières au consommateur.

5-6. Mesures relatives aux viandes de gibiers à plumes sauvages

La cession à titre gratuit ou onéreux des corps du gibier à plumes tué par action de chasse et des viandes qui en sont issues est interdite dans la zone de contrôle temporaire.

5-7. Gestion des cadavres et des autres sous-produits animaux (dont les effluents)

Sauf nécessité de conservation des cadavres à visée diagnostique conformément à l'article 4, les cadavres sont stockés dans des containers étanches et si besoin conservés au froid dans l'attente de leur collecte par l'équarrisseur. Les sociétés d'équarrissage mettent en œuvre un dispositif renforcé de biosécurité pour la collecte en zone de contrôle temporaire. Les collectes en zone de contrôle temporaire sont réalisées après les collectes hors zone de contrôle temporaire dans une même tournée.

Le transport et les épandages de lisier, déjections et litières usagées sont autorisés sous réserve d'être réalisés, pour le transport, avec des contenants clos et étanches et, pour l'épandage, avec des dispositifs ne produisant pas d'aérosols, et d'être accompagnés d'un enfouissement immédiat en cas d'épandage d'effluents non assainis.

Le lisier peut être destiné à un site de compostage ou de méthanisation agréé, effectuant une transformation de ces matières (70°C / 1h).

Les autres sous-produits animaux tels que les œufs, leurs coquilles et les plumes sont interdits à l'épandage.

Les sous-produits animaux de catégorie 3 issus de volailles de la zone réglementée et abattues en abattoir implanté à l'intérieur de la zone sont exclusivement destinés à un établissement agréé au titre du règlement (CE) n°1069/2009 susvisé et qui produit des produits transformés. L'envoi en centre de collecte ou en établissement fabriquant des aliments crus pour animaux familiers est interdit.

Article 6 : Modalités de réalisation des autocontrôles

1° Les prélèvements nécessaires aux autocontrôles sont réalisés, conditionnés et acheminés au laboratoire reconnu ou agréé sous la responsabilité du propriétaire des volailles dans les 48 h.

2° La prise en charge des autocontrôles sont à la charge du propriétaire.

3° Les résultats de ces autocontrôles sont conservés dans le registre d'élevage et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du 5 juin 2000 susvisé, ils sont également archivés par l'organisation de production. Les résultats de ces autocontrôles sont joints à la fiche relative à l'information sur la chaîne alimentaire (ICA) lorsque les animaux sont destinés à l'abattoir.

Section 2 : Dispositions finales

Article 7 : Levée de la zone de contrôle temporaire

La zone de contrôle temporaire est levée par la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Ardennes lorsque les conditions suivantes seront remplies :

- évolution favorable durant au moins 21 jours de la situation épidémiologique en matière de circulation virale dans le compartiment sauvage ;
- réalisation de visites sanitaires favorables, sous la responsabilité de la DDETSPP, dans tous lieux de détention d'oiseaux (commerciaux et non commerciaux) dans les 5 km autour du lieu de découverte des oiseaux contaminés.

Article 8 : Dispositions pénales

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constitue des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 9 : Recours

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent sous un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 10 : Délai de mise en œuvre

Les dispositions concernant les dépistages de l'influenza aviaire par autocontrôles et figurant aux articles 4, 5, 6 et 9 s'appliquent dès que possible et au plus tard 8 jours après la publication du présent arrêté.

Article 11 : Dispositions finales

Le secrétaire général de la préfecture des Ardennes, le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, les maires des communes concernées, le colonel commandant du groupement de gendarmerie, les vétérinaires sanitaires, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans les mairies concernées.

Charleville-Mézières, le - 3 FEV, 2023

Le Préfet,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'A' followed by a vertical line and a horizontal stroke at the bottom.

Alain BUCQUET

Annexe : Liste des communes concernées par la zone de contrôle temporaire

AIGLEMONT	CHARLEVILLE-MEZIERES	HAM-LES-MOINES
ALLAND'HUY-ET-SAUSSEUIL	CHEMERY-CHEHERY	HANNOGNE-SAINT-MARTIN
AMAGNE	BAIRON ET SES ENVIRONS	HARAU COURT
AMBLY-FLEURY	CHESNOIS-AUBONCOURT	HARCY
ANGECOURT	CHEVEUGES	HARRICOURT
LES GRANDES-ARMOISES	CHUFFILLY-ROCHE	HAUDRECY
LES PETITES-ARMOISES	CLAVY-WARBY	HAULME
ARREUX	CLIRON	LES HAUTES-RIVIERES
ARTAISE-LE-VIVIER	CONTREUVE	LA HORGNE
	COULOMMES-ET-	
ATTIGNY	MARQUENY	HOULDIZY
AUBONCOURT-VAUZELLES	LA CROIX-AUX-BOIS	ILLY
AUFLANCE	DAIGNY	ISSANCOURT-ET-RUMEL
AUTHE	DAMOUZY	JANDUN
AUTRECOURT-ET-POURRON	LES DEUX-VILLES	JOIGNY-SUR-MEUSE
AUTRUCHE	DEVILLE	JONVAL
LES AYVELLES	DOM-LE-MESNIL	LAIFOUR
BAALONS	DOMMERY	LAMETZ
BALAIVES-ET-BUTZ	DONCHERY	LAUNOIS-SUR-VENCE
BALAN	DOUZY	LETANNE
BALLAY	ECORDAL	LINAY
BARBAISE	ELAN	LONGWE
	ESCOMBRES-ET-LE-	
BAR-LES-BUZANCY	CHESNOIS	LONNY
BAZEILLES	ETREPIGNY	LUMES
BEAUMONT-EN-ARGONNE	EUILLY-ET-LOMBUT	MAISONCELLE-ET-VILLERS
BEFFU-ET-LE-MORTHOMME	EVIGNY	MALANDRY
BELLEVILLE-ET-CHATILLON-		
SUR-BAR	FAGNON	MARGUT
BELVAL	FAISSAULT	MARQUIGNY
BELVAL-BOIS-DES-DAMES	FALAISE	MARS-SOUS-BOURCQ
LA BERLIERE	FAUX	MATTON-ET-CLEMENCY
LA BESACE	LA FERTE-SUR-CHIERS	MAZERNY
BLAGNY	FLEIGNEUX	LES MAZURES
BOULT-AUX-BOIS	FLIZE	MESSINCOURT
BOULZICOURT	FLOING	MOGUES
BOURCQ	FOSSE	MOIRY
BOUTANCOURT	FRANCHEVAL	LA MONCELLE
BOUVELLEMONT	LA FRANCHEVILLE	MONDIGNY
BOGNY-SUR-MEUSE	FROMY	MONTCORNET
BRECY-BRIERES	GERMONT	MONTCY-NOTRE-DAME

BREVILLY	GERNELLE	LE MONT-DIEU
BRIEULLES-SUR-BAR	GESPUNSART	MONTGON
BRIQUENAY	GIVONNE	MONTHERME
BULSON	GIVRY	MONTIGNY-SUR-VENCE
BUZANCY	GLAIRE	MOUZON
CARIGNAN	GRANDPRE	MURTIN-ET-BOGNY
CHAGNY	LA GRANDVILLE	NEUFMAISON
CHALANDRY-ELAIRE	GRIVY-LOISY	NEUFMANIL
CHAMPIGNEUL-SUR-VENCE	GRUYERES	LA NEUVILLE-A-MAIRE
LA CHAPELLE	GUIGNICOURT-SUR-VENCE	NEUVILLE-DAY
CHARBOGNE	GUINCOURT	NEUVILLE-LES-THIS
CHARDENY	HAGNICOURT	NEUVIZY
HAM-LES-MOINES	NOIRVAL	SINGLY
HANNOGNE-SAINT-MARTIN	NOUVION-SUR-MEUSE	SOMMAUTHE
HARAUCOURT	NOUZONVILLE	SORCY-BAUTHEMONT
HARCY	NOYERS-PONT-MAUGIS	SORMONNE
HARRICOURT	OCHES	STONNE
HAUDRECY	OLIZY-PRIMAT	SUGNY
HAULME	OMICOURT	SURY
LES HAUTES-RIVIERES	OMONT	SUZANNE
LA HORGNE	OSNES	SY
HOULDIZY	POIX-TERRON	TANNAY
ILLY	POURU-AUX-BOIS	TETAIGNE
ISSANCOURT-ET-RUMEL	POURU-SAINT-REMY	THELONNE
JANDUN	PRIX-LES-MEZIERES	THENORGUES
JOIGNY-SUR-MEUSE	PUILLY-ET-CHARBEAUX	THILAY
JONVAL	PUISEUX	THIN-LE-MOUTIER
LAIFOUR	PURE	THIS
LAMETZ	QUATRE-CHAMPS	TOGES
LAUNOIS-SUR-VENCE	QUILLY	TOULIGNY
LETANNE	RAILLICOURT	TOURCELLES-CHAUMONT
LINAY	RAUCOURT-ET-FLABA	TOURNAVAUX
LONGWE	REMILLY-AILLICOURT	TOURNES
LONNY	REMILLY-LES-POTHEES	TOURTERON
LUMES	RENWEZ	TREMBLOIS-LES-CARIGNAN
MAISONCELLE-ET-VILLERS	REVIN	VANDY
MALANDRY	RILLY-SUR-AISNE	VAUX-CHAMPAGNE
MARGUT	RIMOGNE	VAUX-EN-DIEULET
MARQUIGNY	ROUVROY-SUR-AUDRY	VAUX-LES-MOUZON
MARS-SOUS-BOURCQ	LA SABOTTERIE	VAUX-MONTREUIL
MATTON-ET-CLEMENCY	SACHY	VENDRESSE
MAZERNY	SAILLY	VERPEL
LES MAZURES	SAINT-AIGNAN	VERRIERES
	SAINT-LAMBERT-ET-MONT-	
MESSINCOURT	DE-JEUX	VIEL-SAINT-REMY
MOGUES	SAINT-LAURENT	VILLERS-DEVANT-MOUZON
MOIRY	SAINT-LOUP-TERRIER	VILLERS-LE-TILLEUL

LA MONCELLE
MONDIGNY
MONTCORNET
MONTCY-NOTRE-DAME
LE MONT-DIEU
MONTGON
MONTHERME
MONTIGNY-SUR-VENCE
MOUZON
MURTIN-ET-BOGNY
NEUFMAISON
NEUFMANIL
LA NEUVILLE-A-MAIRE
NEUVILLE-DAY
NEUVILLE-LES-THIS
NEUVIZY

SAINT-MARCEAU
SAINT-MARCEL
SAINTE-MARIE
SAINT-MENGES
SAINT-MOREL
SAINT-PIERREMONT
SAINT-PIERRE-SUR-VENCE
SAINTE-VAUBOURG
SAPOGNE-ET-FEUCHERES
SAULCES-CHAMPENOISES
SAULCES-MONCLIN
SAUVILLE
SAVIGNY-SUR-AISNE
SECHEVAL
SEDAN
SEMUY

VILLERS-LE-TOURNEUR
VILLERS-SEMEUSE
VILLERS-SUR-BAR
VILLERS-SUR-LE-MONT
VILLE-SUR-LUMES
VILLY
VIVIER-AU-COURT
VONCQ
VOUZIERS
VRIGNE AUX BOIS
VRIGNE-MEUSE
WADELINCOURT
WARCQ
WARNECOURT
WIGNICOURT
WILLIERS
YONCQ
YVERNAUMONT

